

MagÉco

N° 03 • JANV. 2009

Le magazine est-francilien



CCI Seine-et-Marne
Chambre de Commerce et d'Industrie

A close-up photograph of a hand holding a set of keys, with another hand open below it, suggesting a handover or offering. The background is a blurred cityscape.

l'apprentissage **LES CLÉS DU SUCCÈS**

ENJEUX ET VISIONS Seine-et-Loing en plein essor

ACTUALITÉS Le FISAC, mode d'emploi

PARCOURS ET RÉSEAUX Groupement d'Employeurs 77



- 1 **ÉDITO**
Le temps de la crise... et du renouveau !
- 2 **L'IMAGE**
Semaine Européenne au CFA UTEC
- 4 **CONJONCTURE**
La LME veut dynamiser l'économie française
- 6 **ACTUALITÉS LOCALES**
Le FISAC, mode d'emploi
- 9 **BIENVENUE**
Adomys, à votre service !
- 10 **ENJEUX ET VISIONS**
Le sud du département
joue la carte du développement économique
- 12 **PARCOURS ET RÉSEAUX**
Groupement d'employeurs 77
Partager le temps et les compétences
- 14 **ENQUÊTE**
L'APPRENTISSAGE
Pour une formation et un recrutement sur-mesure
- 18 **TRIBUNE LIBRE**
Exercer le rôle de tuteur en entreprise
- 19 **MIEUX NOUS CONNAÎTRE**
Portail INFOEC077
- 20 **QUESTIONS D'ENTREPRENEURS**
Intelligence économique
- 21 **MIEUX COMPRENDRE**
L'aide au départ en retraite
des commerçants et artisans
- 22 **DESTINATIONS**
La saison touristique en Seine-et-Marne
- 24 **ÉVÉNEMENTS**
- 25 **AGENDA**

N° 03. JANVIER 2009

ÉDITEUR Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne / Direction Communication,
Boulevard Olof Palme - Émerainville - 77436 Marne-la-Vallée cedex 2 / Tél. 01 64 11 80 86

Mail mageco@seineetmarne.cci.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Jean-Robert Jacquemard

COMITÉ DE RÉDACTION Philippe Grillault Laroche, Fehd Bensaïd, Corinne Retaud-Bianchini,
Corinne Guichard, Emmanuel Girard, Thierry Stelmaszyk, Bertrand Vincent, Corinne de Oliveira,
Évelyne Dulac, Angélique Robidou, Agence Pixelis Corporate / JOURNALISTE Laure Kepes /

COORDINATION Direction Communication de la CCI Seine-et-Marne / CONCEPTION ET
RÉALISATION Pixelis Corporate www.pixelis.fr / PHOTOS INTÉRIEURES © CCI Seine-et-Marne,
sauf : couverture © Gettyimages, pages 2-3 et 23 © Yann Piriou, page 9 © Guillaume Bruneton,
pages 10-11 © Comité Départemental du Tourisme de Seine-et-Marne / ILLUSTRATIONS
pages 4-5 © Claire Péron, pages 14 à 17 © Renaud Perrin / IMPRESSION en 40 000 exemplaires
Imprimerie Champagnac - Tel : 04 71 48 51 05 / N° ISSN 1966-6144 / N° DE COMMISSION
PARITAIRE en cours / DÉPÔT LÉGAL 1^{er} trimestre 2009 / Imprimé sur papier PEFC qui participe
et favorise la gestion durable des forêts.

LE TEMPS DE LA CRISE... *et du renouveau !*

Crise financière, évolutions réglementaires : les dirigeants que nous sommes n'ont pas été épargnés par ces soubresauts qui ont bouleversé la vie de nos entreprises. L'occasion pour votre CCI de réorganiser ses services et de faire la part belle à la proximité.



Par Jean-Robert
Jacquemard,
Président
de la Chambre
de Commerce
et d'Industrie
de Seine-et-Marne

Le passage d'une année à l'autre est d'ordinaire une période festive. Là, le moral des chefs d'entreprise est touché et, selon les secteurs, certains expriment un fort pessimisme et un manque de confiance en l'avenir*.

Entre la Loi de Modernisation de l'Économie, qui redistribue les cartes et remet en jeu les voix des Chambres Consulaires dans les nouvelles Commissions Départementales d'Aménagement Commercial, et la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), qui nous demande de rationaliser l'utilisation de notre TATP, les CCI n'ont pas échappé à la tourmente.

Souhaitant rester maître de sa destinée, le réseau a pris les devants et s'est engagé dans un mouvement ambitieux de restructuration et de mutualisation, avec un souci de cohérence

et d'efficacité. Cette auto-réforme oblige chaque Chambre à repenser son organisation et sa manière de travailler.

Votre Chambre de Seine-et-Marne s'est inscrite dans ce projet, avec la volonté de participer à la création d'un environnement économique favorable pour ses entreprises et territoires. Plus que jamais, votre CCI affiche son mot d'ordre : PRO-XI-MI-TÉ !

En 2009, votre CCI poursuit sa mobilisation, notamment à travers le SDRIF (Schéma Directeur de la Région Île-de-France), pour consolider la place de ses Territoires Économiques Majeurs sur l'échiquier régional, au premier rang desquels : le secteur de Roissy-Plaine de France, riche de 60 000 établissements et de 10 % du PIB francilien.

Attentifs à la défense des intérêts seine-et-marnais au sein de l'Île-de-France, les Élus et moi-même sommes heureux du bel accueil réservé au rendez-vous du Conseil Général autour du « Grand Paris ». Et ce, d'autant que nous avons vivement encouragé les Élus du département et des Chambres de Métiers et d'Agriculture à organiser une réflexion commune sur le sujet.

Le succès incontestable de notre « 1^{er} Forum International en Seine-et-Marne » du 2 décembre dernier (23 partenaires, 27 experts-pays, 16 ateliers, 210 rendez-vous individuels, 220 participants) a d'ailleurs démontré tout l'intérêt de fédérer nos énergies et compétences, et c'est dans cette voie

que nous placerons nos actions à venir.

Dans l'immédiat, pour soutenir nos entreprises dans leurs difficultés et mieux les servir dans leur développement, nous réorganisons nos services. Nous venons ainsi d'initier, en lien avec la Préfecture de Seine-et-Marne, un dispositif « SOS Entreprises » : commerçants, PME ou jeunes entreprises, une équipe de conseillers vous est spécialement dédiée pour vous informer et vous permettre de trouver des solutions pratiques et rapides.

De même, notre département « Formation Professionnelle Continue » se déploie pour vous proposer une nouvelle offre de programmes adaptés à vos besoins. En outre, pour vous aider à faire face à vos obligations en matière de Droit Individuel à la Formation – véritable « bombe à retardement » pour le chef d'entreprise avec parfois l'accumulation de 80 à 100 heures de formation par salarié – votre CCI met en place, dès le mois de février, un service spécial « DIF » pour les PME/PMI.

Le changement ne serait pas complet sans la réaffirmation de notre engagement en faveur de l'apprentissage, que nous avons voulu plus visible. Nous avons donc décidé de regrouper nos 6 établissements sous une seule et même bannière : UTEC. Associé à une identité graphique jeune et joyeuse, le CFA de la CCI Seine-et-Marne pourra mieux promouvoir ses 4 sites de formation, 8 filières professionnelles, 34 diplômés et 1 800 apprentis.

Votre CCI entame 2009 avec de nouvelles activités. Pour en suivre l'évolution, je vous invite à consulter nos supports qui, eux aussi, prennent une autre dimension : notre MAG ECO (attention : si vous souhaitez continuer à le recevoir au prochain trimestre, c'est la dernière ligne droite pour vous abonner !) et nos 3 premiers nouveaux sites Internet qui seront lancés en ce début d'année (CCI, Place des Métiers, CFA UTEC).

Aménagement du territoire, international, développement économique, formation, communication : vous le voyez, votre CCI est là et vous soutient. Elle agit, réagit, s'adapte et évolue. Avec vous et pour vous.

Très belle année 2009 à tous !

**Enquête CCI
Île-de-France/
Médiamétrie
réalisée auprès
de 5 600 dirigeants
d'entreprises
franciliens,
du 8 au 24
septembre 2008*



Semaine Européenne au CFA UTEC

Du 29 septembre au 5 octobre, l'UTEC Hôtellerie-Restaurant-Tourisme a accueilli les 22 Allemands et Italiens de la 4^e promotion de sa « Classe Europe » de Bac Pro Restauration, ainsi que des élèves espagnols. Tous ont participé à la rencontre des 12 000 apprentis européens à Paris-Bercy, invités par le Président de la République, et au 4^e Concours des « Eurotrophées » de l'UTEC. Complimenti à l'IPSSAR (Naples) pour le « Prix de la Meilleure Équipe » !

EN PRATIQUE

CONTACT CCI
Jean-Claude Armao
Tél. 01 60 37 41 24
Mail jean-claude.armao@seineetmarne.cci.fr





La LME veut dynamiser l'économie française

La Loi de Modernisation de l'Économie (LME) du 4 août 2008 devrait être applicable dans son ensemble à compter du 1^{er} janvier 2009. Le texte fleuve (44 articles et 30 mesures) est destiné à soutenir durablement la croissance française, dans un contexte international difficile. L'objectif annoncé est clair : générer 0,3% de croissance supplémentaire par an et 50 000 emplois dès 2009. Revue de détails des mesures qui concernent les entreprises et le commerce.

Un statut pour l'auto-entrepreneur

Premier volet de la LME, du texte protéiforme : encourager les entrepreneurs tout au long de leur parcours en créant un statut simplifié de l'entrepreneur individuel. « C'est un statut d'auto-entrepreneur facilitera le lancement de petites activités indépendantes qui relèvent du régime de la micro-entreprise, c'est-à-dire celles dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 80 000€ ou 32 000€, selon les activités », souligne Sabrina Losio, juriste à l'APCE (Agence Pour la Création d'Entreprises), chargée de préparer le futur kit de l'auto-entrepreneur. « Une simple déclaration au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) compétent suffira », précise Sabrina Losio.

Des délais de paiement raccourcis

La LME vise également à donner aux PME et TPE les meilleures opportunités pour se développer et financer leur croissance. Parmi les différentes mesures prises, la réduction des délais de paiement qui sont, en France, bien au-dessus de la moyenne européenne (67 jours contre 57). « Aujourd'hui, le système vit sur le crédit fournisseurs et les banques ne financent pas les besoins en fonds de roulement des entreprises », souligne Paul-André Bahuon, Président de l'Ordre des Experts-Comptables d'Île-de-France. Pour améliorer la trésorerie des entreprises françaises,

les délais de paiement seront donc plafonnés à 45 jours fin de mois, ou 60 jours nets, à compter de la date d'émission de la facture. En cas de dépassement de ce délai, le taux des pénalités est porté à 3 fois le taux d'intérêt légal contre 1,5 fois jusqu'à présent.

Atténuer les effets du franchissement des seuils

La loi crée une période de gel expérimental sur 3 ans et un lissage sur 4 ans pour les entreprises qui passent un des seuils de 10 ou 20 salariés. Concrètement, les cotisations sociales n'augmenteront pas au franchissement de l'un de ces seuils et les entreprises n'en subiront les pleines conséquences financières qu'au bout de 7 ans. « En revanche, rien n'est prévu pour le franchissement du seuil de 50 salariés qui implique des conséquences fiscales et sociales lourdes qui empêchent la croissance des PME », déplore Nicolas Bouzou, économiste, fondateur du cabinet Asterès. Par ailleurs, le texte reconnaît la catégorie « entreprises de taille intermédiaire » (ETI) dont les limites seront précisées par décret (plus de 250 salariés, jusqu'à 3 000 ou 5 000 salariés).

Relancer la concurrence

En plein débat sur le pouvoir d'achat et au cœur de la tourmente économique internationale, la LME a pour ambition

de relancer la concurrence et de baisser les prix de la grande distribution. Elle instaure ainsi la libre négociation des tarifs entre les industriels et les distributeurs et supprime le système des marges arrière, thème qui aura été le plus débattu au Parlement. « Cela va permettre de tirer l'inflation vers le bas, mais pas de baisser les prix. Le dispositif dépend en effet du levier macro-économique : croissance, cours des matières premières », commente Nicolas Bouzou. Du côté des industriels, les craintes sont encore là. « En cas de politique offensive de baisse des prix de certains distributeurs, nous craignons une demande d'alignement automatique de la part des enseignes. Nous serons très vigilants sur la bonne application de la convention écrite annuelle qui encadre les conditions générales de vente », prévient Rachel Blumel, Chef de Projet aux affaires juridiques et commerciales de l'ANIA (Association Nationale des Industriels Alimentaires).

Autre volet majeur sur la grande distribution : la suppression des autorisations préalables à l'ouverture des établissements commerciaux compris entre 300 et 1 000 m². Un manque de contrôle qui pourrait favoriser l'implantation d'éventuels hardis-counters et qui inquiète les représentants du commerce. La mesure a longtemps été dénoncée par la CGPME comme « un texte qui privilégie la grande distribution au détriment du commerce de proximité ». « Le commerce de centre-ville est une mécanique fragile avec laquelle il faut faire attention. Il participe activement à l'équilibre économique du territoire. La décision de l'installation des moyennes et grandes surface doit, dans ce contexte, se faire avec beaucoup de précaution », souligne Georges Vigneau, Vice-Président de l'Union des Commerçants de Fontainebleau.



ENTRETIEN

JEAN-FRANÇOIS ROUBAUD, Président de la CGPME

Quelles sont les grandes avancées de la LME pour les entreprises françaises ?

Sans faire une liste à la Prévert, la Loi de Modernisation de l'Économie (LME) comporte plusieurs mesures visant à encourager le développement des PME dans toutes les phases de la vie de l'entreprise. Malheureusement, certaines dispositions, notamment celles ayant des conséquences sur les PME fournisseurs de la grande distribution ou le commerce de proximité, risquent d'avoir l'effet exactement inverse. Au chapitre positif, retenons les mesures liées au rescrit* en matière sociale et fiscale correspondant à un réel besoin du chef d'entreprise dans ses relations avec l'administration. La LME améliore également la reprise d'entreprise à travers le dispositif fiscal d'exonération d'impôt sur le revenu sur les emprunts contractés par le repreneur pour acquérir une PME. Beaucoup de secteurs d'activités attendaient aussi un cadre législatif pour réduire et mieux contrôler les délais de paiement.

*Loi, ordonnance

Enfin, pour les TPE, le régime fiscal de la micro-entreprise est optimisé avec notamment un relèvement des seuils de franchise de TVA, souhaité par la CGPME. Espérons que les nombreux décrets d'application qui accompagnent ces aménagements soient rapidement mis en œuvre.

La LME devrait-elle favoriser la croissance des entreprises et l'emploi en France ?

Votée avant que la crise économique n'atteigne son paroxysme, il convient de reconnaître que cette loi avait été élaborée au service de la croissance et de la création de richesses par les entreprises, principalement des PME, sauf, encore une fois, en ce qui concerne le commerce. Étant donné l'évolution du contexte économique, on peut toutefois regretter que cette loi n'ait pas intégré certaines mesures, telles que l'auto-liquidation de la TVA à l'importation demandée par la CGPME à l'occasion de l'examen du texte, afin d'alléger encore davantage la trésorerie des PME.

Face aux craintes suscitées, le texte a donc prévu un garde-fou : les maires de communes de moins de 20 000 habitants auront un droit de préemption et pourront saisir la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) pour les magasins en dessous de 10 00 m².

Favoriser le commerce

Pour aider le commerce de proximité, plusieurs mesures ont été prévues, dont l'augmentation des dotations du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC)—voir page 6. Par ailleurs, dans le prolongement de la LME, le Gouvernement souhaite réformer l'urbanisme commercial. Pour se faire, Jean-Paul Charié, député (UMP) du Loiret et rapporteur de la loi LME, a été nommé parlementaire en mission chargé de préparer la réforme. « Nous devons valoriser la LME. Je surveillerai sa bonne mise en œuvre, car ce changement significatif de certains modèles et attitudes économiques ouvre les voies d'autres possibles, d'autres visions, d'autres croissances ». L'enjeu est de taille en ce qui concerne le commerce : ouvrir la concurrence tout en préservant les équilibres nécessaires entre commerce de proximité et grande distribution, centre-ville et périphérie.

Selon Nicolas Bouzou, « la LME, qui s'appuie sur une économie de l'offre et non sur une politique de la demande, est une réforme structurelle dont les conséquences sont attendues dans les 3 ou 4 ans. Elle devrait donner un potentiel de rebond à

l'économie française ». Encore faut-il que les 123 décrets d'application soient pris avant la fin de l'année pour permettre à la LME de s'appliquer dans son ensemble dès le 1^{er} janvier 2009, comme le

souhaite Christine Lagarde, Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi. ■

1^{er} janvier 2009
APPLICATION
DE LA LME

0,3%
de croissance

50 000
emplois

123
décrets
d'application
attendus

450
millions d'€ :
coût de la loi

Le commerce de centre-ville est une mécanique fragile avec laquelle il faut faire attention.

Aide au commerce :

le FISAC, mode d'emploi



Ouvrir une épicerie en milieu rural, organiser une animation commerciale en centre-ville, rénover un marché couvert : autant de projets pouvant bénéficier des fonds FISAC dédiés aux collectivités publiques et aux entreprises du commerce, de l'artisanat et des services.

Le FISAC vise à préserver ou développer un tissu de commerces de proximité.

EN PRATIQUE

CONTACT CCI

Direction
Commerce-
Tourisme
Corinne Retaud-
Bianchini
Tél. 01 64 52 69 34
Mail corinne.
retaud-bianchini@
seineetmarne.cci.fr

Géré par le Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, le FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) est principalement destiné à co-financer des opérations de création, de maintien, de modernisation, d'adaptation ou de transmission des entreprises du commerce, de l'artisanat et des services. Il vise à préserver ou développer un tissu de commerces de proximité. Les actions éligibles concernent les communes de plus de 2 000 habitants (FISAC urbains) et de moins de 2 000 habitants (FISAC ruraux).

Les FISAC urbains

Les aides versées aux collectivités publiques s'appliquent aux dépenses de fonctionnement ou d'investissements. Pour le fonctionnement, ils s'agit des études, du recrutement d'un animateur du commerce (forfait de 15 000 €), d'actions collectives de communication, de promotion et d'animation →

FISAC RURAL

POLIGNY

Renaissance du «Jardin des Bruyères»

«C'était la volonté de l'équipe municipale de redonner vie au seul commerce de Poligny, fermé depuis des années !», explique fièrement Gérard Papougnot, le gérant du bar-restaurant «Le Jardin des Bruyères». «Dès juin 2006, nous avons mobilisé tous les partenaires : Conseil Régional IDF, Conseil Général 77, CCI Seine-et-Marne, cabinet d'architecture Armoni, pour le rachat des murs (local commercial et appartement), de la licence IV, et la réalisation des travaux de sauvegarde du bâti et de sa mise en conformité pour une activité de restauration. La moitié des investissements (environ 220 000 €HT) a ainsi été subventionnée. Sans ce réel coup de pouce, le projet n'aurait pas pu voir le jour dans notre petite commune», poursuit M. Papougnot.

Aujourd'hui, depuis l'ouverture du bar-restaurant le 1^{er} mai 2008, la clientèle est au rendez-vous. Tandis que Gérard –gratifié d'un 15/20 au Gault et Millau 1978 –mitonne en cuisine de bons petits plats (à la française en semaine, et un peu

plus gastronomiques le week-end), sa femme Arlette opère en salle, pour le service. Après avoir tenu plusieurs établissements à Paris, M. et M^{me} Papougnot souhaitaient trouver une petite affaire en province. Ils ont eu le coup de cœur pour le sud Seine-et-Marne et la petite commune de Poligny.



FISAC URBAIN

TORCY

Rénovation commerciale du centre ancien...

«Pour notre ville, le partenariat avec la CCI a contribué à la pleine réussite de notre objectif de redynamisation commerciale du centre ancien de Torcy. Sans cette revitalisation du commerce de proximité, créateur de lien social entre les habitants, la requalification urbaine du quartier n'aurait pas eu autant d'impact». Christian Chapron, Maire de Torcy, se félicite du travail accompli grâce au FISAC et aux partenariats entre les acteurs locaux publics et privés : rénovation de la place de l'église et de la rue de Paris ; création d'une zone bleue de stationnement ; soutien des actions de l'Association des Commerçants et Artisans de Torcy (nouveau logo, animations de Noël, disques de stationnement, cabas durables) ; préconisations pour l'amélioration de la qualité architecturale des commerces ; fonds d'aide à la rénovation des boutiques à hauteur de 30 % du montant hors taxes des investissements (plafonnement à 5 000 € par dossier).

et opération réussie pour le «Saint-Barth»

Annie et Bernard Bessodes ont inauguré leur nouveau restaurant, le 12 septembre.



C'est une transformation totale. L'ex-«Nemrod» est ainsi devenu le «Saint-Barth», en référence à l'église Saint-Barthélemy toute proche. Au décor cosy et branché s'ajoute une cuisine familiale. Le couple est ravi d'avoir osé ce défi courageux, en suivant l'évolution innovante de la rue de Paris. «Nous voulions offrir à Torcy un univers sympa et chic. Un endroit où chacun se sente bien pour une pause, que ce soit au bar ou à table, dans un environnement plus chaud et raffiné», raconte Annie Bessodes. «Nous avons reçu 5 000 € dans le cadre de l'opération FISAC pour changer la vitrine, l'enseigne, les systèmes de sécurité et le rideau métallique. L'ensemble du projet de travaux intérieurs et extérieurs revient environ à 200 000 €».

→ être menées par l'association des commerçants. Le taux maximum d'intervention est de 50 %, avec un plafond à 400 000 €. Les investissements concernent l'achat de locaux d'activités (hors fonds commerciaux), de signalétique, d'équipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux, de halles (marchés couverts et de plein air). Le taux maximum d'intervention est de 20 % (avec un plafond maximum à 800 000 € et 10 % au-delà avec un plafond de 400 000 €).

Les entreprises peuvent recevoir des aides directes pour leurs investissements : rénovations de vitrines, achat d'équipements liés à la sécurité, aménagements pour faciliter l'accessibilité aux personnes handicapées et à mobilité réduite. Le taux maximum d'intervention est de 20 % et s'inscrit dans un FISAC collectif ou l'aide financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC. Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise bénéficiaire doit être inférieur à 800 000 € et l'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise.

Les taux d'intervention du FISAC sont majorés dans les zones urbaines sensibles et les zones franches urbaines.

Les FISAC ruraux

Dans les petites communes, les fonds FISAC couvrent l'aménagement de la signalétique, des accès aux espaces commerciaux, du stationnement de proximité, des halles. Ces dépenses sont éligibles à hauteur de 20 % avec un plafond identique aux opérations urbaines.

Les opérations individuelles pour les entreprises peuvent concerner des maîtrises d'ouvrages privées ou publiques. Il s'agit le plus souvent de la création ou du maintien de commerces « multi-services ruraux ».

Les dépenses de maîtrises d'ouvrages privées se rapportent aux investissements de modernisation des entreprises et des locaux, vitrines incluses (intervention à hauteur de 20 %), de sécurisation et de mise en place d'accès aux personnes à mobilité réduite (intervention à 40 %). ■

ÉCO MÉTÉO

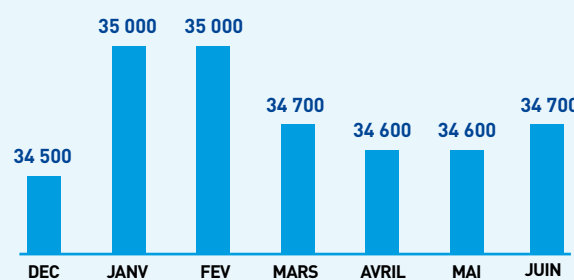
DÉTÉRIORATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Si le marché du travail seine-et-marnais a résisté au début de l'année 2008 avec des indicateurs conjoncturels à un bon niveau, le ralentissement de l'activité est néanmoins effectif. Depuis octobre, le gouvernement français parle même de « récession ». Cet état économique devrait se prolonger sur le reste de l'année, compte tenu de la crise financière et du ralentissement économique mondial ; les perspectives à moyen terme sont peu encourageantes.

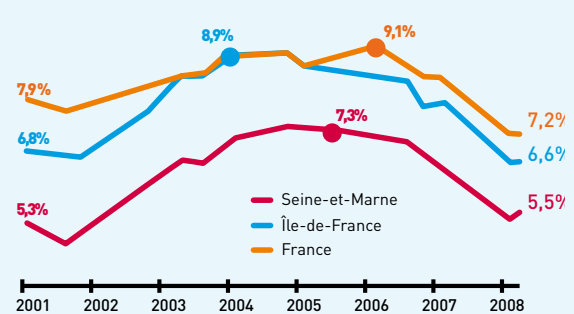
Jusqu'au 1^{er} trimestre 2008, le marché du travail seine-et-marnais s'est amélioré. Le taux de chômage a enregistré une baisse de 1,9 point sur 12 trimestres consécutifs. Parallèlement, les Demandes d'Emplois Fin Mois (DEFM) ont régressé de 30 % par rapport à leur plus haut niveau en mars 2005. Fin juin 2008, 34 700 demandeurs d'emploi étaient recensés sur le département.

Or, malgré des chiffres plutôt satisfaisants, la crise financière commence à peser sur l'économie : l'activité ralentit. Ainsi, au 2^e trimestre 2008, la tendance s'inverse avec une hausse de 0,1 point pour le taux de chômage et de 0,6 % du nombre de demandeurs d'emploi. Bien que minimes, ces hausses semblent annoncer un retournement conjoncturel clair.

Évolution du taux de chômage par trimestre sur 2007/2008



Évolution des Demandes d'Emploi Fin de Mois au 1^{er} semestre 2008 en Seine-et-Marne, catégorie 1, données CVS



AGRICULTURE

PRODUITS DU TERROIR des «Chèques Cadeaux» innovants

Initiative de la Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne, les «Chèques Cadeaux du Terroir» sont destinés à promouvoir les produits des agriculteurs auprès de consommateurs citadins exigeant le goût, l'authenticité du terroir, à un juste prix. Une idée de cadeau originale à découvrir sans modération ! En échange d'un «Chèque Cadeau du Terroir», les producteurs fermiers proposent des spécialités issues d'une tradition et d'un savoir-faire garants de leur qualité. Les «Chèques Cadeaux du Terroir» se présentent sous forme de carnet de 25

chèques de 15 € chacun et s'adressent aux chefs d'entreprises, comités d'entreprise et collectivités locales, pour les fêtes et cadeaux divers. La liste des agriculteurs participants est fournie avec les chèques et des visites découvertes peuvent être organisées.



EN PRATIQUE

CONTACT CCI
Claire Masson
Tél. 01 64 79 30 63
Mail
claire.masson@seine-et-marne.chambagri.fr

INFORMATION ÉCONOMIQUE

SOUTIENS AU FINANCEMENT DES PME

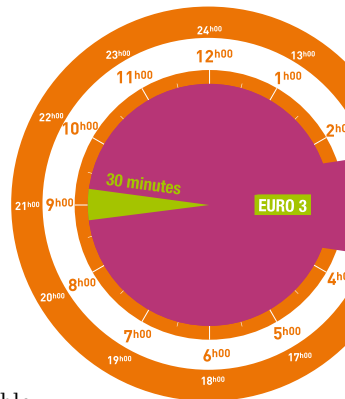
EN PRATIQUE

CONTACT OSÉO
Tél. 0 810 00 12 10
www.mon.oseo.fr/
contact_soutien_pme.php
CONTACT CCI
Isabelle Millet
Tél. 01 64 52 69 36
Mail isabelle.millet@seineetmarne.cci.fr

En réaction à la crise financière, le gouvernement français a décidé d'un plan de soutien au financement des PME. Ce plan comprend notamment le renforcement des moyens d'OSÉO, établissement financier public spécialisé dans l'accompagnement des PME. De son côté, la Banque Européenne d'Investissement renforce et modernise son appui aux PME. Elle leur dédie 30 milliards € sous forme

de nouveaux prêts, par l'intermédiaire de banques commerciales. Première entreprise seine-et-marnaise à en bénéficier : Prodène Klint (Croissy-Beaubourg) qui, via BNP Paribas, a obtenu un prêt de 180 000 € pour l'acquisition d'un nouvel équipement industriel.

À noter : dans notre prochain numéro de MagÉco, nous reviendrons en détails sur ces différentes mesures.



EN PRATIQUE

INFORMATIONS
Tél. 3975
www.paris.fr

COMMERCES

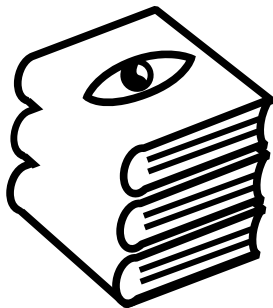
RÈGLEMENT «LIVRAISON MARCHANDISES» À PARIS

Le 1^{er} janvier 2007, un nouveau règlement sur le transport et la livraison de marchandises est entré en vigueur à Paris afin de favoriser l'approvisionnement des commerces, des bureaux et des industries. Les transporteurs professionnels et entreprises effectuant une livraison et/ou un enlèvement de marchandises sont concernés par ce règlement. Il limite la durée d'arrêt sur les aires de livraison à 30 minutes, définit les horaires de

livraison autorisés par type de véhicule et rend obligatoire l'utilisation d'un disque «Livraison Marchandises». Ce disque est disponible à Paris, auprès des mairies d'arrondissement, de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, des commissariats de police.

LÉGISLATION

FICHER CONSULAIRE vous avez un droit de regard



Toute information concernant votre entreprise et enregistrée dans le «fichier consulaire» peut être modifiée, supprimée et vous être communiquée sur simple demande.

La CCI Seine-et-Marne dispose de bases de données et d'informations économiques et d'un fichier des entreprises, communément appelé «fichier consulaire». Ces informations, destinées à l'usage interne de la CCI, peuvent être diffusées sous forme de listes d'entreprises ou de renseignements commerciaux. Ces données servent aussi à des études et des statistiques, à la gestion des contacts et à l'envoi de publications.

Conformément à l'article 38 de la Loi du 6/01/1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, vous pouvez vous opposer à ce que des informations nominatives vous concernant fassent l'objet d'un traitement, sauf lors de l'établissement des listes électorales et lorsque la loi en dispose autrement.

En revanche, conformément aux articles 39 et suivants de cette même Loi, vous pouvez obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations concernant votre entreprise. Il vous suffit d'adresser votre demande par écrit à : CCI Seine-et-Marne/Fichier Consulaire, Bd Olof Palme, Émerainville - 77436 Marne-la-Vallée cedex 2.

Adomys, À VOTRE SERVICE !

3 ans après la Loi Borloo, 19 300 entreprises et 235 000 emplois ont été créés dans les services à la personne (SAP). Le secteur est en pleine croissance. Aujourd'hui, employer une personne pour s'occuper de sa maison ou de ses enfants n'est plus un luxe ! Ce qui n'a pas échappé à Sonia Rodrigues et David Piejos, un couple d'entrepreneurs à l'origine d'Adomys.

Qu'est-ce qui vous a conduit vers les SAP ?

Nous croyons en l'avenir de ce marché. Nous employons d'ailleurs une femme de ménage chez nous ! Sonia a eu l'idée de créer une société pour l'emploi de personnes à domicile, mais très vite nous avons eu des difficultés à trouver du personnel compétent. En m'inspirant de ce qui existe aux États-Unis, j'ai réétudié le projet. Nous avons changé de vie : adieu à nos emplois respectifs (opticienne ; directeur commercial et associé) et à notre maison, vendue. Nous savions qu'au début nous n'allions pas gagner d'argent, les SAP générant de très petites marges.

Comment faites-vous connaître votre activité ?

Nous proposons surtout des services de ménage, repassage et garde d'enfants à domicile, avec la particularité de facturer nos clients en fin de mois. Nous avons d'abord fait imprimer 20 000 dépliant publicitaires que nous avons déposés nous-mêmes en boîtes aux lettres, sur Marne-la-Vallée et Val d'Europe. En parallèle, nous avons ouvert un site Internet innovant, en nous associant

avec un webmaster. Le bouche-à-oreille a fait le reste. Lancée en mars 2005, Adomys Services compte aujourd'hui 210 clients à Bussy-Saint-Georges, pour un CA de 35 K€ par mois. De 12 salariés, nous sommes passés à 33.

Comment expliquez-vous votre succès ?

Nous apportons un soin rigoureux au recrutement de notre personnel. Nous choisissons des personnes d'expérience, avec des papiers en règle, à qui l'on fait passer des entretiens et des tests d'efficacité. C'est pour cela que nous avons une planche à repasser dans nos bureaux ! À l'embauche, si besoin, nous les formons et leur donnons un guide pratique.

Nous proposons des salaires un peu au-dessus du SMIC, auxquels peuvent s'ajouter des primes exceptionnelles et des indemnités kilométriques. Adomys fidélise autant ses clients que ses intervenants. C'est ce qui fait sa différence. On se déplace à la rencontre du client et avec le salarié pour la mise en place du contrat. On contrôle le travail du salarié. On mesure la satisfaction du client par un questionnaire.

Vous ne souffrez pas de la concurrence ?

Les tarifs des SAP sont plus attractifs en province qu'à Paris. Mais en région, la clientèle est plus longue à se décider et volatile : elle teste la société avant de lui confier des services. C'est là où la demande est plus forte, en région parisienne, que la concurrence s'exerce le plus... à commencer par le personnel que nous avons à nous partager entre employeurs ! Lorsque nous nous sommes installés à Marne-la-Vallée, nous étions la première société de SAP du secteur. Maintenant il y a beaucoup de petites sociétés qui se créent, mais sans forcément avoir de bureaux. Il y a ici un potentiel de clientèle énorme : des cadres à l'emploi du temps serré, au fort pouvoir d'achat, et une population croissante.

Quels projets de développement envisagez-vous pour Adomys ?

Nous avons ouvert une deuxième agence francilienne à La Défense. Des franchises se sont créées à La Plaine-Saint-Denis et à Nantes. Depuis septembre 2007, nous avons diversifié nos activités, à travers la création d'Adomys Habitat. Cette société vend en ligne des produits certifiés de sécurité pour la voiture ou la maison (alarmes sans fils, détecteurs de fumées, caméras de surveillance, bracelets localisateurs d'enfants...), 20 à 30 % moins cher que dans le circuit traditionnel. Le site diffuse aussi une revue de presse et des conseils sur la réglementation. Les premiers retours sont encourageants (200 K€ de CA). ■

EN PRATIQUE

CONTACT
Sonia Rodrigues
David Piejos
Tél. 01 64 66 60 61
www.adomys-services.com
www.adomys-habitat.fr



LE SUD DU DÉPARTEMENT JOUE LA CARTE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Tourisme, industrie, redynamisation urbaine : le Sud seine-et-marnais a un rôle à jouer dans le développement économique du département. Le point sur la situation d'un territoire entreprenant.

Le Sud seine-et-marnais, notamment le territoire de Seine-et-Loing, affiche aujourd'hui un dynamisme grandissant et les projets économiques ne manquent pas pour stimuler l'activité de la région. Caractérisés par une population relativement aisée et par une croissance modérée depuis 1990, les territoires de Fontainebleau, de Montereau-Fault-Yonne et de Moret-sur-Loing connaissent des évolutions dans tous les domaines : un secteur immobilier dynamique, des établissements

en progression constante et un nombre d'emplois salariés qui augmente depuis 1999, avec près de 30 600 emplois en 2006 (Sources : INSEE, CLAP, 2008).

La redynamisation du territoire

Le tourisme prend d'abord une place de plus en plus importante dans l'économie du territoire. L'exemple du Château de Fontainebleau illustre cette tendance. « Nous sommes passés de près de 325 550 visiteurs en 2004 à plus de 384 247 visites en 2007, précise Bernard Notari, directeur du château. De plus, à partir du 1er janvier 2009, le château devient autonome financièrement en obtenant le statut d'établissement public, ce qui nous permettra de conserver et gérer nous-mêmes les recettes. Nous serons ainsi plus libres dans nos stratégies de développement ».

Par ailleurs, plus de 52 000 visiteurs étaient accueillis en 2007 à l'Office du Tourisme de Fontainebleau. Ce dernier, grâce aux subventions de la Communauté de Communes de Fontainebleau-Avon, a pu renforcer

la promotion du territoire : multiplication des actions sur le terrain, traduction de pages Web en italien, japonais... Près de 423 000 euros ont été ainsi alloués à l'Office du Tourisme en 2008.

Le Sud seine-et-marnais connaît également une croissance non négligeable grâce aux efforts de redynamisation du territoire. À Montereau, le grand chantier du futur centre commercial du Bréau témoigne de cette volonté. L'aménagement de l'espace ludique du futur centre commercial comprend notamment l'ouverture du multiplexe « cinéma confluence », fin 2008, tandis que l'hypermarché Leclerc et sa galerie commerciale ouvriront dans le courant de l'année. « Plus de 600 emplois vont y être créés dans le secteur tertiaire, annonce Yves Jégo, Député-Maire de Montereau. Outre le fait qu'elle rentre dans le cadre d'un aménagement de l'espace plus cohérent, l'opération donne une meilleure lisibilité au Sud seine-et-marne et produit une dynamique commerciale qui profite à l'ensemble du territoire ».

La réhabilitation des villes pour une plus forte attractivité

À Fontainebleau comme à Montereau, le réaménagement de la ville participe à la redynamisation du territoire. « Grâce à la requalification du centre-ville de Fontainebleau et à l'embellissement de l'espace public, nous pourrions donner une plus forte attractivité aux commerces bellifontains, explique Frédéric Valletoux, Maire de la commune. Le but est également d'améliorer les conditions de circulation et de stationnement, de par la création d'une offre de stationnement sous-terrain ». De son côté, et outre le programme de rénovation urbaine déjà très avancé, la ville de Montereau met l'accent sur la création de logements sociaux, de maisons à 15 euros par jour, et des deux ZAC (Zones d'Aménagement Concerté) de Carré Langevin et d'Alembert. « Avec la démolition prochaine des cinq tours des Terrasses d'Alembert, de nouveaux programmes de construction à échelle humaine, des espaces publics et des espaces de détente de proximité seront ainsi créés », ajoute Yves Jégo. Ainsi, l'extension de l'hyper-Carrefour, le développement de l'offre commerciale individuelle et la refonte complète des circuits de transports en communs apporteront une nouvelle clientèle, générant par la suite le renouvellement des ressources fiscales à la collectivité de Montereau.

Un renforcement industriel efficace

L'industrie tend également à se développer depuis quelques années. Le canton de Moret-sur-Loing se montre exemplaire dans ce domaine. Le Pôle Matériaux Nouvelle Génération (PMNG), lancé en 2005 par la communauté de communes, vise ainsi à la création d'une filière consacrée aux éco-matériaux, unissant l'agriculture, la recherche et l'industrie. Objectif : construire un réel développement économique durable et palier les pertes d'emplois dues aux délocalisations de ces dernières années. D'autre part, le premier Système Productif Local du



Plus de 600 emplois vont y être créés dans le secteur tertiaire.

REGARDS CROISÉS

YVES JÉGO

Maire de Montereau et Secrétaire d'État chargé de l'Outre-Mer



FRÉDÉRIC VALLEToux

Maire de Fontainebleau



Comment se distingue Montereau des autres communes du Sud seine-et-marnais au niveau économique et industriel ?

Le principal atout de l'agglomération réside dans sa capacité à pouvoir encore proposer des terrains en vue d'accueillir de nouvelles activités sur les zones aménagées ces dernières années par la Communauté de Communes des Deux Fleuves. Enfin la jeunesse de la population active monterelaise constitue également un avantage. Le marché de l'emploi s'est considérablement amélioré grâce notamment aux efforts conjugués des acteurs publics et privés réunis au sein de la Maison de l'Emploi ; un outil dont les résultats ne sont plus à mettre en doute, tant ils sont évidents.

Comment voyez-vous l'avenir du territoire du Sud 77 ?

Bien évidemment, je souhaite et j'espère le meilleur pour le Sud seine-et-marne. Je regrette malheureusement que nous soyons souvent bien seuls à pousser au développement de notre territoire et en appelle aujourd'hui à la mobilisation de tous nos partenaires. Trop fort est en effet le sentiment d'être les grands oubliés de la région Île-de-France qui ne propose rien d'innovant pour aider au règlement des problématiques de l'emploi, du logement ou du transport ; c'est bien là mon triste regret... Pour assurer la pérennité de nos acquis, il faudra que tous se mettent à l'ouvrage. Alors, nous verrons l'avenir du Sud seine-et-marne aussi grand que son potentiel nous le laisse entrevoir !

Peut-on dire que Fontainebleau est une ville dynamique ?

On peut dire que le canton met en place toute une série d'initiatives (tourisme en réseau, requalification urbaine...) qui, prises une par une, peuvent paraître un peu décousues, mais qui ont toutes pour objectifs de réveiller le Sud seine-et-marne et de lui donner une nouvelle force sur le plan du développement économique et de la visibilité touristique. Cela passe par Fontainebleau, mais l'ensemble du Sud du département est concerné. Je pense que si Fontainebleau se bouge, il y aura un effet de ricochet et l'ensemble du territoire suivra le mouvement.

Comment va évoluer le Sud seine-et-marnais dans les prochaines décennies ?

L'un des objectifs, outre les objectifs économiques et touristiques sur lesquels nous travaillons, serait de permettre aux jeunes du territoire d'accéder aux études supérieures, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. Le Sud de la Seine-et-Marne possède en effet le plus fort taux en Île-de-France de bacheliers qui ne poussent pas leurs études, à cause de l'éloignement. On remarque également un déficit au niveau de l'emploi également dû à cet éloignement de la capitale. Mais si le Nord a son propre projet de développement lié à sa situation géographique par rapport à Paris, le Sud possède un cadre environnemental beaucoup plus attractif, atout énorme dans son projet de redynamisation !

Sud 77, le SPL MIREM, né en 2007, apporte un véritable atout au territoire. « Spécialisé dans la maintenance industrielle, la robotique, l'énergie et les matériaux, le SPL MIREM est une association d'entreprises dont le but est de s'organiser collectivement afin d'appliquer l'adage « l'union fait la force », explique Michel Demars, chef de projet du SPL. Notre premier objectif est d'arriver à une trentaine d'entreprises le plus rapidement possible,

ainsi que d'augmenter le champ d'action et le chiffre d'affaires de ces PME ». Une initiative parmi d'autres, qui donne au Sud seine-et-marne une véritable image de territoire dynamique ! ■

GROUPEMENT D'EMPLOYEURS 77 PARTAGER LE TEMPS ET LES COMPÉTENCES

Comment pour une TPE/PME concilier l'accès à du personnel stable et compétent à un coût maîtrisé ? En faisant appel à un Groupement d'Employeurs. Organisé en association Loi 1901 à but non lucratif, un GDE repose sur un principe simple : regrouper des entrepreneurs ayant besoin de compétences similaires à temps partagé, qu'ils ne peuvent pas recruter seuls à temps plein. Illustration avec le Groupement d'Employeurs 77 (GDE 77).

En France, 36 000 salariés et près de 10 000 entreprises vivent au quotidien l'aventure d'un groupement d'employeurs. Une majorité de ces GDE a un positionnement agricole et certains d'entre eux atteignent plus de 1 000 salariés. Dans la région francilienne, le nombre et la taille des GDE restent limités. « *Le fait de partager un collaborateur entre plusieurs entreprises peut faire peur. Et ce d'autant qu'en Île-de-France les patrons ont un tempérament individualiste* », relève Patrick Lecuona, Directeur de Metal Control (Étrépy) et Trésorier du GDE 77.

Le GDE 77 est actuellement le plus important groupement d'employeurs multi-sectoriel d'Île-de-France. Il rassemble 58 adhérents qui se partagent 23 collaborateurs. « *C'est sans doute lié à l'implication et à la volonté de la CCI Seine-et-Marne qui est à l'origine de sa création et qui lui fait bénéficier de ses infrastructures et de son réseau d'entreprises* », analyse Thierry Arnault, animateur du GDE 77 à la Chambre Consulaire de Seine-et-Marne. Une initiative que confirme Bertrand Vincent, Directeur Industrie-Commerce International de la CCI Seine-et-Marne :

« en 2004, à la demande de notre Commission Industrie présidée par M. Guerrier, les besoins des PME seine-et-marnaises en temps partagé ont été validés par une

C'est un véritable outil de développement pour les PME et les micro-entreprises qui n'ont pas les moyens d'acheter certaines compétences.

étude de marché et une enquête de l'Observatoire Emploi-Formation CCI / AGEFOS PME qui a interrogé 400 dirigeants : 70 % ont exprimé leur intérêt pour le dispositif, générant la création de 5 premiers postes ».

« Malgré leur temps partiel, nos 2 salariés du GDE sont bien intégrés. Ils participent à la vie et au développement de Metal Control. Ils ont leur bureau et les clés de l'entreprise. Comme nous intervenons sur des secteurs sensibles et très concurrentiels, ils ont signé un accord de confidentialité. Je leur fais confiance. C'est là tout l'intérêt du dispositif : ils sont des collaborateurs à part entière ! Le principal atout du GDE, c'est la sélection des candidats. Ceux-ci doivent être performants, autonomes et responsables, car ils ont une grande liberté d'action dans les entreprises. Ils doivent aussi être capables de s'adapter à différents

postes de travail. En tant qu'employeurs, nous sommes très vigilants sur cet aspect et nous n'hésitons pas à échanger nos ressentis et à nous concerter, en cas de doute. Depuis 4 ans, le GDE a procédé à 40 embauches et a connu peu d'échecs. Le recrutement, ce n'est pas le métier du chef d'entreprise. En confiant nos embauches au GDE, on se donne le maximum de chances. Le GDE se charge de tout, y compris des contentieux, s'il y en a. C'est un soulagement. On a juste à faire un chèque en fin de mois ! ».

L'AVIS DU SALARIÉ

Un travail passionnant, un engagement total

Jean-Pierre MORIN

Jean-Pierre Morin, 46 ans, est qualicien. Après avoir commencé en 2007 avec 2 entreprises, il partage aujourd'hui son temps de travail entre 4 employeurs : Servat (Torcy), Sef Industrie (Fontenay-Trésigny) et Dungs (Croissy-Beaubourg), pour lesquels il intervient 1 jour par semaine, et CTS (Champs-sur-Marne), où il est présent 2 jours par semaine.

« J'avais déjà quelques années de vie active, dont une expérience de dirigeant de société, lorsque j'ai rejoint avec enthousiasme le GDE 77. Je souhaitais une activité plus proche de chez moi. Ce dispositif novateur dans l'industrie m'a redonné confiance et espoir. Le rôle d'un salarié du GDE est, à mon sens, d'apporter une compétence aux entreprises, comme celle attendue d'un consultant. En retour, sans avoir la présence d'un salarié qui est là 5 jours par

semaine, le GDE m'offre une relation différente avec les gens et une expérience enrichissante. Lorsque j'ai commencé chez Servat, je me suis formé aux normes qualité de l'Aviation Civile. Une formation que j'ai également mise à profit chez CTS, qui est aussi dans le domaine de l'aéronautique, en l'aidant à se conformer et à se positionner face aux grands donneurs d'ordre. J'ai à cœur de remplir mes missions, de rester proche de chaque entreprise. C'est un engagement réciproque à terme. J'ai dû faire quelques efforts sur le salaire, mais je suis optimiste quant à mon évolution. Je pense que mes employeurs sont satisfaits de mon travail et ils savent qu'ils peuvent compter sur moi. S'évaluer et s'améliorer continuellement, c'est le principe qui prévaut en matière de qualité ! ».



De gauche à droite, MM. Morin, Lécuona et Pascal.

Le GDE 77 a bénéficié du soutien de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Seine-et-Marne, et du FSE, notamment au stade de l'étude de faisabilité. Depuis, la Direction Régionale de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) accompagne également le groupement dans la mise en place de postes sur l'international, l'environnement ou l'intégration numérique. La CCI Seine-et-Marne prend en charge l'animation de l'association et l'hébergement dans ses locaux. « *Le GDE 77 correspond à une réalité économique et répond aux problématiques d'emploi dans le domaine industriel. C'est un véritable outil de développement pour les PME et les micro-entreprises qui n'ont pas les moyens de se payer certaines compétences. Avec le GDE, un Responsable Qualité partagé a un coût de revient d'environ 15 k€ / an, contre plus de 50 k€ / an si l'entreprise devait l'embaucher à temps plein* », explique Christian Pascal, Président du GDE 77 depuis 3 ans et PDG de E3 Cortex (Thieux).

Le GDE 77 emploie des compétences très qualifiées ou spécialisées : qualité,

achats, gestion-comptabilité, ressources humaines, conception technique industrielle, sécurité, informatique, export, logistique, secrétariat... Ce n'est pas une agence d'interim : les embauches se font en CDI. « *L'avantage d'employer un salarié du GDE, c'est la souplesse du système : le GDE s'occupe des formalités administratives (embauche, paie, congés...).* Financièrement, l'entreprise s'y retrouve. Expérimenté, le salarié du GDE nous apporte un regard extérieur. Il motive nos salariés », souligne Hervé Valat, PDG de Servat (Torcy), une société adhérente du GDE 77 depuis 1 an. En outre, lorsqu'un salarié du GDE est privé d'emploi, notamment à la suite d'une défaillance d'entreprise, le groupement peut compenser, pendant 1 à 2 mois, la perte de 40 % de son salaire. « *Par rapport aux services rendus, le coût du GDE 77 est limité pour l'entreprise (150 € d'adhésion et 350 € de cotisation annuelle)* », reconnaît M. Lecuona.

Par rapport aux services rendus, le coût du GDE 77 est limité pour l'entreprise.

EN PRATIQUE

CONTACT CCI
Thierry Arnault
Tél. 01 64 36 32 14
Mail thierry.arnault@seineetmarne.cci.fr

Pour M. Pascal, « *il faut avoir un certain état d'esprit pour travailler au GDE, car ce n'est pas plan-plan ! Il faut savoir apprécier la diversité de l'emploi et des comportements* ». M. Arnault ajoute que « *l'intégration dans un GDE permet de s'inscrire dans un projet global à vocation sociale où le salarié est au centre des préoccupations. Il bénéficie donc d'une plus grande sécurité et stabilité d'emploi* ».

Avec 25 emplois créés en 4 ans, le GDE 77 « *remplit une mission de service public, avance M. Pascal. La dynamique suscite de nouvelles entreprises, avec des salariés du GDE qui se lancent dans la création de leur affaire* ». Aujourd'hui, l'ambition est d'atteindre 100 collaborateurs d'ici à 5 ans et de regrouper 350 à 500 entreprises. Le groupement réfléchit aussi à la possibilité d'élargir son offre de services à la sous-traitance des paies ou à la gestion des ressources humaines. Après le partage des compétences, le partage des investissements. ■

L'AVIS DE L'EMPLOYEUR

Des collaborateurs à part entière

Patrick LECUONA,
Directeur de Metal Control (Étrépy)

Co-fondateur et Trésorier du GDE 77, Patrick Lecuona dirige un laboratoire de contrôle des métaux qui emploie 15 salariés, dont 2 cadres du GDE 77 : un Responsable Qualité, présent 2 jours par semaine, et une Chargée de Communication/Marketing, un jour par semaine. Une troisième personne est prévue prochainement pour s'occuper de la comptabilité et du contrôle de gestion.

L'APPRENTISSAGE

POUR UNE FORMATION ET UN RECRUTEMENT SUR MESURE

Partenariat entre le jeune, un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) et une entreprise, l'apprentissage représente un parcours de qualification sur mesure et s'intègre souvent dans la politique de recrutement des entreprises.



Avec 8 680 apprentis, la Seine-et-Marne est un acteur dynamique en matière d'apprentissage. « Le département connaît une importante croissance économique depuis une dizaine d'années et de nombreuses grandes entreprises s'y sont installées. Il représente donc un gisement intéressant pour l'apprentissage », analyse Serge Cazé, Coordinateur du service académique de l'Inspection d'Apprentissage au Rectorat de Créteil. Selon l'enquête *Observatoire Emploi-Formation 2008* menée par la CCI Seine-et-Marne et l'AGEFOS PME auprès de 600 entreprises, 61 % d'entre elles ont déjà eu recours à un ou plusieurs contrats d'apprentissage. Arrivent en tête le commerce de détail (72 %), le BTP (70 %) et le commerce de gros (65 %). Suivent les secteurs de l'industrie (53 %), du service (59 %) et du transport (33 %).

Du CAP à Bac + 5

La tendance est à l'augmentation des effectifs. « Nous avons 370 apprentis cette année, contre 330 en 2007. Ces chiffres sont en hausse régulière depuis 6 ans », constate Catherine Barbé, Chef d'Établissement du CFA UTEC Commerce-Services-Comptabilité-Gestion de Marne-la-Vallée, qui prépare à 8 diplômes, du BEP à la Licence Professionnelle. « Depuis la loi du 23 juillet 1987 qui a ouvert l'apprentissage à l'enseignement supérieur, cette voie de formation a acquis ses lettres de noblesse pour devenir une filière à part entière », insiste Serge Cazé. L'élévation du niveau des apprentis est d'ailleurs une tendance de ces dix dernières années. Si, historiquement, le gros des effectifs sur le département, comme ailleurs, se concentre au niveau CAP et BEP, les apprentis en BTS, Licence Professionnelle et Master sont de plus en plus nombreux

LES AVANTAGES

1 000 € minimum par année de contrat, versés par le Conseil Régional.

(voir pages suivantes). Le commerce de gros et l'industrie étant les secteurs qui recrutent le plus au-delà du BTS, selon l'enquête 2008 *Observatoire Emploi-Formation CCI Seine-et-Marne/AGEFOS PME*. Premier CFA universitaire créé en France en 1990, le CFASUP 2000, installé en Seine-et-Marne depuis 1994, accueille plus de 2 600 apprentis universitaires de Bac+2 à Bac+5. De même, les 1 500 apprentis du CFA Descartes, sur les 1 600 inscrits à l'Université de Marne-la-Vallée (pour 11 000 étudiants), sont majoritairement en Licence (43 %) et Master (25 %), pour 32 % en DUT. Pourquoi choisir l'apprentissage ? Cécile Besnault, en Master 2 de Gestion à l'Université d'Évry, est apprentie chez Disney depuis sa Licence Professionnelle. Elle raconte : « L'apprentissage permet d'approfondir ses connaissances théoriques, de se poser davantage de questions sur son avenir professionnel et facilite

l'intégration sur le marché du travail ». Marion Sireix, en 2^e année de BEP Vente et apprentie à la boutique XX'Elles du centre Bay 2 à Collégien, tient le même discours : « L'apprentissage permet de mieux s'adapter au monde de l'entreprise, de connaître rapidement les conséquences pratiques de ce que l'on apprend, et surtout ouvre une meilleure porte sur le marché de l'emploi ».

Une voie d'accès à l'emploi

L'apprentissage concilie pratique d'un métier, rémunération et obtention d'un diplôme d'État. Véritable partenariat entre un jeune (âgé de 16 à 25 ans), un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) et une entreprise, →

Cette voie de formation a conquis ses lettres de noblesse pour devenir une filière à part entière.

Un outil de professionnalisation de nos équipes

LIESBETH SCHOUTEN,
Responsable Recrutement de Disney, Chessy



L'apprentissage est un des piliers de la politique de formation de Disney et fait partie de notre politique de recrutement. Les apprentis représentent 3 % des 13 200 salariés de l'entreprise et près de 60 % d'entre eux sont recrutés une fois leur diplôme obtenu, du niveau Bac au Master. L'apprentissage est considéré comme une phase de pré-embauche importante. Parce qu'il permet de former de futurs salariés à

nos méthodes et nos valeurs et de les intégrer plus facilement au sein des équipes. Par ailleurs, l'apprentissage ne fonctionne bien que si les apprentis sont encadrés par des tuteurs compétents. Disney compte 30 tuteurs et dispense 180 jours de formation au tutorat chaque année. Pour eux, il s'agit d'un premier niveau d'encadrement. Pour Disney, il s'agit d'un outil de professionnalisation de nos équipes.

→ il représente un parcours de qualification sur mesure, encadré par un contrat de travail spécifique (CDD de 2 ans en moyenne). En Île-de-France, 2 jeunes sur 3 ont un emploi dans les sept mois qui suivent la fin de leur contrat, dont 69 % en CDI*. Un succès que l'on retrouve sur le département. Au CFA Descartes, comme à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Nord Seine-et-Marne, 95 % des apprentis ont trouvé un emploi après l'obtention de leur diplôme. De son côté, la CCI enregistre 82 % des jeunes de son CFA qui travaillent ou poursuivent leurs études. Notons que le CFA de la CCI Seine-et-Marne s'appelle désormais UTEC, qu'il prépare à 34 diplômes, comprend 6 établissements et 4 sites de formation : Marne-la-Vallée (Hôtellerie-Restauration, Tourisme, Commerce-Services-Comptabilité-Gestion, Informatique et Technologies Numériques), Meaux (Hôtellerie-Restauration), Avon (Hôtellerie-Restauration, Commerce-Services-Comptabilité-Gestion) et Provins (Tourisme). Avec 1 962 apprentis, la CCI Seine-et-Marne représente à elle seule plus de 22 % de l'apprentissage du département.

Assurer la transmission d'un savoir-faire

« Héritier du compagnonnage du Moyen-Âge, l'apprentissage est la filière par excellence pour les 250 métiers de l'artisanat. 70 % des chefs d'entreprise de l'artisanat sont d'ailleurs issus de l'apprentissage », raconte Jean-Michel Dupuis, Directeur de la Formation Professionnelle de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Nord Seine-et-Marne, qui enregistre 1 200 contrats d'apprentissage, dont 50 % répartis entre le BTP et les services. Il poursuit : « L'apprentissage est un moyen de survie, de croissance et de pérennité pour beaucoup d'artisans qui doivent transmettre un savoir-faire et assurer la continuité de leur métier et de leur entreprise. Les jeunes apprentis doivent avoir un esprit d'entreprendre pour assurer la relève et à leur tour recruter des apprentis. L'équilibre économique du territoire en dépend. »

S'adapter aux besoins des entreprises

Malgré un bon équilibre entre l'offre et la demande, Jean-Michel Dupuis constate un dysfonctionnement pour

2 LES AVANTAGES

Pour les artisans et les entreprises de moins de 10 salariés : exonération des cotisations patronales et salariales, sauf la cotisation patronale d'accidents du travail et maladies professionnelles (pour les plus de 10 salariés : exonération des cotisations URSSAF).

3 LES AVANTAGES

L'apprenti n'entre pas dans le calcul du seuil social de l'entreprise.

Du temps de gagné sur l'avenir

JEAN-MARC BORIE,
Directeur Commercial d'Eurosmart,
Bussy Saint-Georges



Depuis la rentrée 2008, nous avons recruté 4 apprentis, sur 21 salariés, tous technico-commerciaux. Nous n'étions pas dans l'urgence et nous avions un besoin de recrutement. L'apprentissage est apparu comme une bonne solution pour augmenter les équipes sans prendre trop de risque. Mais cela nécessite une organisation au millimètre. Nous avons mis au point un programme de formation en 3 étapes : formation à la physique et la biologie (car nous travaillons

dans le secteur de la mesure assistée par ordinateur), formation à nos produits et formation commerciale. Une fois sur le terrain, les apprentis devront être efficaces rapidement. Cela demande beaucoup de temps et de patience, mais c'est du temps de gagné sur l'avenir. L'apprentissage sécurise l'intégration, puisqu'une fois embauchés, les apprentis connaîtront déjà nos méthodes de travail et notre stratégie commerciale.

* Source : Panorama 2007 de l'apprentissage en Île-de-France

les métiers de bouche, la filière viande et le secteur du BTP, « qui n'arrivent pas toujours à satisfaire leurs besoins face aux départs à la retraite. » Cependant, dans son ensemble, l'apprentissage reste une filière adaptée à la réalité du terrain. Et pour cause. Les CFA sont en étroite relation avec les chefs d'entreprise pour connaître leurs besoins, et adapter ou créer les formations

Les CFA sont en étroite relation avec les chefs d'entreprise pour connaître leurs besoins.

adéquates. « Un comité de pilotage est mis en place pour chaque formation et intègre des représentants d'entreprises qui participent à l'élaboration des programmes des Licences Professionnelles et des Masters », insiste Jacques Renaud, Directeur du CFA Descartes. « Les chefs d'entreprise

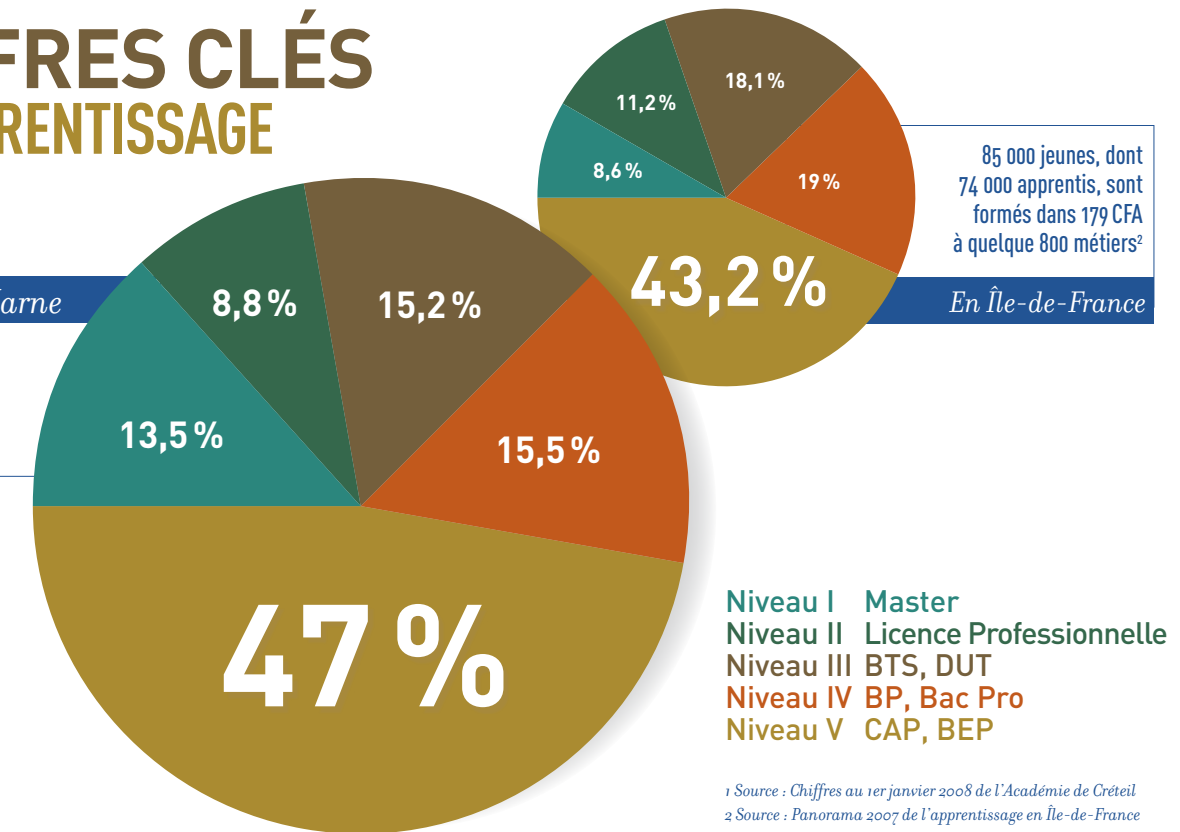
sont membres du conseil de perfectionnement du CFA UTEC pour participer à l'évolution pédagogique des formations. De même, la Commission Emploi-Formation de la CCI est composée de chefs d'entreprise qui peuvent nous informer de la réalité du terrain. Sans compter que nous réalisons des enquêtes régulières sur les besoins des entreprises », explique Thierry Stelmaszyk, Directeur Emploi-Formation de la CCI Seine-et-Marne.

Catherine Barbé, Chef d'Établissement du CFA UTEC Commerce-Services-Comptabilité-Gestion de Marne-la-Vallée explique comment les jeunes apprentis sont pré-sélectionnés, puis formés pour intégrer au mieux les entreprises : « Dès l'acceptation des dossiers, nous rencontrons les jeunes pour identifier leur capacité à s'intégrer dans le monde de l'entreprise, vérifier l'adéquation entre leur diplôme et leur projet professionnel, et les accompagner dans l'élaboration de ce projet. Pour chaque entreprise, un certain nombre de jeunes sont pré-sélectionnés et informés sur le secteur d'activité qu'ils doivent intégrer. Ainsi, les

CHIFFRES CLÉS DE L'APPRENTISSAGE

En Seine-et-Marne

8 680 apprentis
25 sites
de formation¹



¹ Source : Chiffres au 1er janvier 2008 de l'Académie de Créteil
² Source : Panorama 2007 de l'apprentissage en Île-de-France

4 LES AVANTAGES

Crédit d'impôt de 1 600 € par an et par apprenti, ou de 220 € si l'apprenti bénéficie d'un accompagnement personnalisé ou s'il est reconnu travailleur handicapé.

chefs d'entreprise sont quasiment garantis de recruter un apprenti qui correspondra à leur offre de profil de poste. »

Une politique de recrutement

Dans bien des cas, l'apprentissage correspond à une phase de pré-embauche pour les entreprises. Il leur permet d'investir sur un jeune en le formant à leurs propres méthodes pour ensuite l'intégrer plus facilement dans leurs équipes. Depuis 5 ans, Dan Aouizérate, Directeur Associé de la boutique XX'Elles, spécialiste des grandes tailles, recrute des apprentis : « Les vendeuses qui ont 15 ans d'expérience ont leurs habitudes et sont déjà formatées. Les apprentis peuvent se former à la relation spécifique avec notre clientèle, où l'approche psychologique est fondamentale. J'ai aujourd'hui deux apprentis. Mon objectif est de les fidéliser pour au final les recruter ». « Si les grandes entreprises maîtrisent l'apprentissage », explique Fehd Bensaïd, Directeur Apprentissage de la CCI Seine-et-Marne, certaines PME peuvent

encore être hésitantes pour recruter un apprenti. Elles s'interrogent sur leur disponibilité. Notre rôle est de les accompagner pour leur permettre d'être facilitateur dans l'intégration du jeune à leurs méthodes de travail, leur culture et leurs équipes. La CCI propose aux entreprises une formation pour les maîtres d'apprentissage qui leur donnera les outils pour accompagner au mieux l'apprenti ».

Désormais accompagnée par l'État, après la signature d'un contrat d'objectifs et de moyens en décembre 2005, la Région Île-de-France entend développer l'apprentissage pour accueillir 100 000 apprentis d'ici à 2010. La Seine-et-Marne continuera à jouer un rôle moteur dans ce développement. ■

EN PRATIQUE

CONTACT CCI

Direction Emploi-Formation
Thierry Stelmaszyk
Tél. 01 64 11 80 54
Mail thierry.stelmaszyk@seineetmarne.cci.fr

Exercer le rôle de tuteur en entreprise

Identifier et certifier les compétences des collaborateurs constitue aujourd'hui un des enjeux essentiels pour les entreprises, de plus en plus nombreuses à utiliser les Certificats de Compétences en Entreprise (CEE). Parmi eux, le CCE « Exercer le rôle de tuteur en entreprise » est un outil efficace pour formaliser et reconnaître les aptitudes des tuteurs à accompagner les salariés dans leurs démarches d'apprentissage. Il s'affirme également comme une composante essentielle du management des compétences. Témoignages croisés d'un tuteur certifié et d'un manager formation.

Didier Mielcarek,
Manager Formation
à la Banque de France, à Noisiel

→ La Banque de France a mis en place un projet pilote de certification de compétences en entreprise. Pourquoi ?

Le projet a été mis en place en mars 2008 et 12 Certificats de Compétences en Entreprise (CCE) « Exercer le rôle de tuteur » et « Exercer le rôle de formateur » ont été délivrés le 17 novembre dernier. D'une manière générale, la Banque de France s'est engagée, dans le cadre d'un accord d'entreprise sur le DIF (Droit Individuel à la Formation) conclu en avril 2006 et des orientations majeures de sa stratégie RH, à renforcer la professionnalisation de tous ses agents. Cette professionnalisation s'appuie bien sûr sur un réseau important de formateurs internes. C'est pourquoi la Direction de la Formation a souhaité mener un projet pilote, ciblé en priorité sur cette population. Je précise que les CCE « Exercer le rôle de tuteur » concernent pour l'instant uniquement des e-tuteurs qui accompagnent l'apprentissage de différents produits de formation à distance (bureautique, applicatifs internes...)

→ Qu'attendez-vous de ce projet pilote ?

Ce projet permet à la Direction de la Formation d'attester de la réalité et de l'homogénéité des qualifications professionnelles détenues par ses formateurs occasionnels, dans une optique de professionnalisation et de valorisation des acteurs de la formation. Les CCE étant délivrés par la CCI / ACFCI et ses partenaires AFAQ / AFNOR, une validation externe des compétences selon des standards qualité internationaux apporte une crédibilité supplémentaire à sa politique de formation, déjà très forte en interne. Pour les e-tuteurs, c'est également une manière de confirmer leurs compétences dans l'exercice d'activités accessoires à leur cœur de métier. Le bilan très positif de cette expérimentation nous conduit à envisager un déploiement plus large.

Utilisez-vous ces CCE comme un outil de management ?

Il s'agit d'un outil en développement dont nous n'avons pas encore exploré toutes les potentialités.



Manager
Formation

Chef de
Cuisine

Fabrice Brunner,
Chef de Cuisine et tuteur
du Café Mickey, Groupe Flo,
au Disney Village, à Chessy

→ Vous avez obtenu votre certificat de compétences « Exercer le rôle de tuteur en entreprise ». En quoi consiste l'examen ?

Si j'ai obtenu un titre en octobre 2008, je faisais en réalité du tutorat depuis une quinzaine d'année sans le savoir. Pour obtenir le titre, il faut dans un premier temps remplir un portefeuille de preuves qui explique son métier. Cette étape m'a permis d'avoir une réflexion sur mon travail que je n'avais jamais eue, parce que l'on n'a pas le temps de prendre du recul au

quotidien. J'ai ensuite passé un oral devant un jury composé d'une personne de la CCI, de deux représentants du corps de métier et d'une personne du Groupe Flo. Avant d'obtenir ce titre, j'ai eu une formation de deux jours qui m'a fait prendre conscience de l'intérêt de la pédagogie. C'est une chose de bien connaître son métier, et une autre de pouvoir l'expliquer et le transmettre.

→ Quelles sont les qualités d'un bon tuteur ?

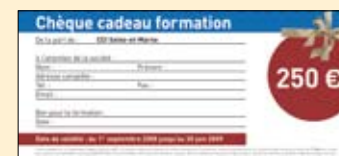
Il faut savoir faire preuve d'écoute et de patience. Le plus important est de pouvoir se mettre au niveau de l'apprenti pour le tirer vers le haut. Ce qui nous paraît évident ne l'est pas pour un jeune qui apprend. Un bon tuteur doit savoir s'adapter à chaque personne qu'il encadre.

→ Qu'est-ce que cela a changé dans votre façon de travailler ?

J'ai changé mon regard sur ma façon de travailler et j'ai mis en place de nouvelles méthodes. Je choisis un parrain pour chaque apprenti. J'essaie de trouver la bonne combinaison entre un parrain et son apprenti pour faire évoluer tout le monde. Un parrain timide sera mis en face de quelqu'un de plus exubérant et inversement. Le tutorat permet de faire évoluer les relations en interne. Il apporte une meilleure cohésion des équipes et oblige chacun à analyser son travail. Tout le monde est gagnant : le tuteur, l'apprenti et l'entreprise.



CHÈQUE CADEAU FORMATION



Afin de favoriser la formation des dirigeants d'entreprises et de leurs collaborateurs, la CCI Seine-et-Marne offre un Chèque Cadeau Formation d'un montant de 250 € pour toute inscription aux formations et ateliers proposés par la CCI avant le 30 Juin 2009. Modalités de l'offre et téléchargement sur www.seineetmarne.cci.fr.

La CCI Seine-et-Marne offre un large choix de plus de 100 formations et ateliers répartis dans 11 domaines de compétences. La diversité des programmes proposés permet à chacun de trouver une orientation conforme à son projet. Le niveau requis varie selon la formation envisagée. De nombreuses formations sont accessibles sans diplôme.

EN PRATIQUE

CONTACT Formation Continue
CCI : CONTACT CCI
Tél. N° Azur : 0 810 812 031
(prix d'un appel local)

PORTAIL INFOECO77 CONNAÎTRE SON TERRITOIRE ET SON MARCHÉ

Implanter un point de vente, toucher de nouveaux clients, mettre en place des actions à destination des entreprises... Autant de décisions fortes qui ne peuvent se prendre sans avoir estimé précisément le potentiel d'un territoire grâce à des données précises.

Avec l'évolution des moyens de communication, de plus en plus de données sont disponibles sur Internet. Mais encore faut-il savoir où les trouver ! Selon les éléments qu'on souhaite se procurer, on doit souvent se rendre sur plusieurs sites web, qu'il faut parcourir minutieusement à la recherche de la bonne information. En outre, certains concepts peuvent parfois être techniques et nécessitent de bien savoir de quoi on parle pour éviter des erreurs d'interprétation : une entreprise ou un établissement ? Un emploi ou un salarié ?

C'est pourquoi, il est souvent bénéfique de faire appel à un spécialiste dans ce domaine : il sait trouver les données pertinentes, les collecter et faciliter leur compréhension.

La réponse INFOECO77

Depuis plusieurs années, la CCI Seine-et-Marne s'emploie à faciliter l'accès à ses nombreuses bases de données concernant l'ensemble des territoires seine-et-marnais, de l'échelle de la commune à celle du département. Pour cette diffusion, elle dispose d'un outil dédié : son portail d'information économique en ligne, INFOECO77.

Les possibilités sont nombreuses, et, grâce à INFOECO77, l'économie et la population d'un territoire n'auront plus de secret pour vous : les entre-

prises et leur dynamique, l'emploi, la population, le logement...

Pour un ciblage plus efficace, vous pouvez également effectuer des comptages d'établissements sur critères (secteur d'activité, localisation, taille, âge) et consulter les fiches détaillées correspondantes.

En prime, il est possible de réaliser ses propres cartographies sur le portail.

L'utilisateur a ainsi toutes les cartes en main pour confirmer la viabilité de ses projets ou trouver de nouveaux axes de développement de son activité.

Le portail est accessible directement à l'adresse <http://infoeco77.cci77.cci.fr> ou depuis le site Internet de la CCI Seine-et-Marne (www.seineetmarne.cci.fr). Une partie des informations est disponible sur abonnement. ■

L'économie et la population d'un territoire n'auront plus de secret pour vous.

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

LES CLÉS POUR COMPRENDRE

Qu'elle se nomme veille ou renseignement économique, l'intelligence économique désigne l'enjeu pour l'entreprise de disposer de la bonne information au bon moment, pour prendre la bonne décision, afin d'améliorer sa position concurrentielle.

De la recherche d'information... organisée

90 % de l'information utile à l'entreprise est ce que l'on nomme de l'information « formelle », c'est-à-dire accessible publiquement. Compte tenu de la quantité considérable d'informations en sources ouvertes, la difficulté principale est d'identifier les sources pertinentes et fiables. Par ailleurs, il ne faut pas négliger l'information « informelle » qui est souvent celle qui apporte le plus de valeur ajoutée à l'entreprise. Il est possible de la collecter, par un travail de réseau et de terrain, par exemple lors de conférences, de salons et de manifestations professionnelles, et par un suivi permanent de nouvelles sources d'informations potentiellement utiles.

Une démarche collective

Afin qu'elle puisse appuyer la décision, l'information recueillie doit être évaluée, analysée et synthétisée. Ce processus peut s'appuyer sur des outils de traitement avancé de l'information. Un processus d'intelligence économique efficace nécessite la diffusion de l'information pertinente à la bonne personne, au bon moment et sous la forme la mieux appropriée. Il est indispensable de bâtir un schéma de circulation de l'information et d'instaurer une culture de l'échange, du réseau, au sein de l'entreprise.

L'intelligence économique est au service de la stratégie de l'entreprise

Il est nécessaire de dégager des priorités et de fixer des orientations de recherche d'informations. Une analyse des besoins en informations doit être menée par les décideurs, les collaborateurs, les salariés de l'entreprise. Il est indispensable d'adapter la recherche d'information à la stratégie de l'entreprise : on ne cherche que ce dont on a besoin, en fonction des projets de développement en cours. De ce fait, il existe plusieurs types de veille : commerciale, réglementaire, marché, technologique...

Protection des données sensibles et des savoir-faire

Certaines informations et savoir-faire constituent un patrimoine précieux que l'entreprise doit savoir protéger par les mesures informatiques, organisationnelles, humaines et juridiques adéquates.

Il convient d'adopter une attitude pragmatique, réaliste et opérationnelle : un état d'esprit fait à la fois de vigilance et d'ouverture.

Du neuf avec du vieux

Il n'y a rien de nouveau dans l'intelligence économique, hormis son appellation dérivée de l'anglo-saxonne « business intelligence ». Elle a toujours existé car il s'agit tout simplement pour l'entreprise de savoir ce qu'il se passe (« être en veille ») chez son concurrent, son client, son fournisseur... Les principaux objectifs recherchés sont ainsi : suivre l'évolution des clients, détecter l'émergence de nouveaux produits ou de nouvelles technologies, diversifier les activités, identifier et prospecter de nouveaux marchés, s'informer sur la concurrence, trouver de nouveaux partenaires ou encore identifier de nouveaux fournisseurs.

EN PRATIQUE

CONTACT CCI

Direction
Information
Économique
Jonathan Soisson
Tél. 01 64 11 80 96
Mail jonathan.soisson@seineetmarne.cci.fr

L'AIDE AU DÉPART EN RETRAITE

des commerçants et artisans

L'indemnité de départ permet d'indemniser les commerçants et artisans arrivés à l'âge de la retraite et dont le patrimoine s'est déprécié. Cette aide à caractère social est soumise à conditions.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER ?

Le commerçant ou l'artisan, inscrit personnellement au Registre du Commerce ou au Répertoire des Métiers, propriétaire de son fonds et toujours en activité à la date de la demande – même s'il est en redressement judiciaire.

Quelles sont les conditions ?

ÂGE

À partir de 60 ans révolus. En cas d'incapacité définitive à l'exercice de la profession, reconnue par un médecin, il n'y a pas de condition d'âge. Dans des cas particuliers, ce droit peut être ouvert à 57 ans révolus (notamment pendant la durée d'une opération collective de restructuration du commerce financée par l'État ou par un FISAC).

NATIONALITÉ

L'aide est destinée aux commerçants et artisans français et à certaines catégories d'étrangers exerçant en France.

DURÉE D'AFFILIATION

15 ans d'affiliation auprès du régime des commerçants ou artisans, à titre de chef d'entreprise ou d'aide familiale.

RESSOURCES

La moyenne des ressources annuelles des 5 dernières années civiles d'activité, précédant celle de la demande, ne doit pas dépasser :

pour un chef d'entreprise isolé 11 940 €* (dont 5 780 € de ressources non professionnelles) ;

pour un ménage 21 210 €* (dont 10 490 € de ressources non professionnelles).

Comment établir le dossier ?

C'est le chef d'entreprise (assisté de l'administrateur ou du liquidateur en cas de redressement ou de liquidation judiciaire), ou dans certains cas le conjoint survivant, qui doit présenter sa demande, par écrit, ou en se rendant à sa caisse de retraite. La caisse fournit les imprimés nécessaires et précise les pièces à fournir. Lorsque le dossier est complet, la caisse accuse réception du dépôt de la demande en indiquant au demandeur d'accomplir les formalités d'affichage.

PIÈCES À FOURNIR

- *extrait d'acte de naissance,*
- *certificat récent d'immatriculation au Registre du Commerce,*
- *avis d'imposition des 5 dernières années civiles d'activité précédant celle de la demande,*
- *engagement sur l'honneur de cesser toute activité ou attestation du Préfet justifiant que le fonds est dans un périmètre de restructuration du commerce,*
- *attestation certifiée sur l'honneur qui précise que ni le demandeur, ni son conjoint, n'ont déjà bénéficié d'une aide de même nature.*

Comment l'aide est-elle calculée et versée ?

Le dossier complet est soumis à une commission d'attribution des aides, laquelle détermine le montant de l'aide, dans la limite des crédits qui lui sont alloués. Eu égard à la situation de chaque demandeur, le montant de l'indemnité varie de :
pour un isolé 2 020 € à 12 100 € (montant moyen 8 070 €)
pour un ménage 3 140 € à 18 820 € (montant moyen 12 550 €)

Dans un délai maximum d'un an à compter de la notification, le bénéficiaire peut obtenir le paiement de l'aide après avoir accompli certaines obligations et formalités :

- *cesser son activité de façon définitive,*
- *se faire radier du Registre du Commerce ou du Répertoire des Métiers après avoir reçu la lettre de la caisse accusant réception de l'aide, et au plus tard dans le délai de 12 mois suivant la notification de la décision.*

**revenus bruts globaux retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu (si déficit constaté, ramener les ressources annuelles à 0).*

EN PRATIQUE

CONTACT
RSI / Île-de-France Est
14, Avenue Thiers
77008 Melun cedex
Mail
contact@idfest.le-rsi.fr

LA SAISON TOURISTIQUE en Seine-et-Marne

LE BILAN

L'Observatoire Départemental du Tourisme a livré ses résultats : une saison 2008 en demi-teinte pour les professionnels du tourisme. En dépit d'un climat morose, certains sites seine-et-marnais ont néanmoins su tirer leur épingle du jeu, à l'image de Provins et de La Ferté-Gaucher.

Mis en place par le Comité Départemental du Tourisme, en étroite collaboration avec la CCI Seine-et-Marne, l'Union Départementale des Offices de Tourisme et le Comité Régional du Tourisme, l'Observatoire Départemental du Tourisme de Seine-et-Marne permet de dresser la tendance de chaque saison touristique dans le département. Cet Observatoire s'appuie sur des enquêtes auprès des opérateurs touristiques (hôtels, restaurants, campings, bases de loisirs, sites, musées, prestataires sportifs...) et sur des enquêtes terrain.

Pour la saison 2008, l'Observatoire a révélé un « cru » en demi-teinte, avec notamment une baisse d'activités pour les restaurants. Une météo mitigée et

une conjoncture économique délicate expliquent cette désaffection. L'arrière-saison ensoleillée a toutefois attiré des visiteurs pour le week-end, heureux de profiter de l'été indien en Seine-et-Marne.

Principaux enseignements : le visiteur dépense moins ou dépense différemment. Il est à l'affût de visites gratuites et de tous les bons plans. La nouveauté garde son attrait, comme en témoignent les succès de Blandy-les-Tours et de Nemours, deux sites ré-ouverts en 2008. Les touristes plébiscitent les animations dynamiques, les ambiances festives. Ils recherchent de l'émotion, au-delà de l'intérêt historique d'un site ou d'une visite culturelle. Plusieurs manifestations ont ainsi rencontré le public : le salon « Nature et Vènerie en Fête », à Fontainebleau ; le « Festival de Jazz Django Reinhardt », à Samois-sur-Seine ; la « Fête de Nicolas Fouquet » à Vaux-le-Vicomte ; la « Randonnée des 3 Châteaux »...

Une dimension internationale pour Provins...

Certains sites seine-et-marnais se sont également bien illustrés. C'est le cas de Provins qui, en progression, enregistre une hausse de sa fréquentation (entrées payantes) sur les mois de juin, juillet et août 2008. Le panier moyen des dépenses sur site subit, en revanche, une baisse.

La diffusion en septembre dernier du magazine de France 3, « Des Racines et des Ailes », enregistré à Provins, a rassemblé 3,5 millions de téléspectateurs.

Une belle performance... et une promotion pour la ville ! Dès le lendemain de la diffusion, le standard de l'Office de Tourisme de Provins recevait nombre d'appels de Belgique et de Suisse pour des demandes d'informations et de documentations. En septembre, le site a connu une augmentation de sa fréquentation de 10 % par rapport à 2007. Voilà qui confirme le rayonnement international de la cité provinoise. Quant aux « Journées du Patrimoine » elles ont généré 15 000 entrées payantes dans les monuments de Provins, contre 6 000 à la même période, en 2007 !

... et un plébiscite pour le terroir des 2 Morins

De son côté, l'Office du Tourisme de La Ferté-Gaucher s'estime satisfait de la saison 2008. Parmi les prestations les plus fréquemment demandées



Nos métiers vivent des évolutions radicales, tout en portant de nouveaux fardeaux !

PAR JEAN-MARC BANQUET D'ORX
Président du GPIH – Groupement des Professionnels de l'Industrie Hôtelière de Seine-et-Marne

Hôtelier, restaurateur, cafetier, discothécaire : nos métiers de l'industrie hôtelière vivent des évolutions radicales. La polyvalence s'avère encore plus nécessaire. Dans nos métiers, l'arrivée de l'Internet et des nouveaux modes de communication ont modifié considérablement la distribution de l'offre et les moyens d'accès à la clientèle, apportant son lot de complexité. La gestion sociale, de plus en plus lourde, par une administration qui exige de nouveaux documents pour gérer les heures supplémentaires et limite les recours aux extras, l'attractivité de nos métiers pour les jeunes, la formation professionnelle, les contraintes d'exploitation sans cesse renforcées, sont autant de nouveaux fardeaux à porter. En outre, comme l'a souligné Anthony Lemond, notre Président des Restaurateurs, lors d'un reportage diffusé au « 20 Heures » de France 2, le 11 octobre dernier, les banques ne sont plus là quand nous devons investir dans nos entreprises.

Qui plus est lorsque nous devons faire face à des besoins toujours plus urgents de financements pour des mises aux normes (sécurité, accessibilité,

adaptation au marché, contraintes environnementales). C'est pourquoi, au GPIH, nous nous employons à soutenir nos adhérents et à relayer, auprès des autorités, leurs inquiétudes. Nous diffusons régulièrement des informations sur l'évolution des lois, des décrets et des circulaires d'application. Nous assurons de nombreuses formations dont la plupart sont prises en charge par le FAFIH. Nous préparons les dossiers de A à Z, nous les faisons suivre, nous débloquons les situations difficiles. Nous restons à l'écoute de nos adhérents, tout en leur donnant la possibilité d'évoluer. Les professionnels que nous représentons font bien leur métier. Ils ne demandent pas d'aides mais seulement de la compréhension et un peu moins de pressions administratives et fiscales. Ils aspirent à la sérénité pour accueillir leurs clients comme il se doit. Nous restons confiants dans l'avenir. Nous exerçons de beaux métiers ; ne les laissons pas disparaître !

CONTACT GPIH - Tél. 01 64 09 63 80
Mail g.p.i.h@wanadoo.fr

pour les groupes, citons les « Saveurs Briardes », la « Brie Insolite » ou encore les produits du terroir. La découverte du terroir, des fermes et des jardins des 2 Morins, ont attiré les visiteurs sur ce territoire préservé aux portes de l'Île-de-France urbaine. Le vélo-rail et le petit train local ont même connu une fréquentation en très forte hausse, avec plus de 11 000 visiteurs, contre 9 000 en 2007.

Le territoire peut aussi s'enorgueillir de l'ouverture du 1^{er} pôle de loisirs mécaniques européens : l'Aérosphalte. Situé sur l'ancien aérodrome de La Ferté-Gaucher, l'Aérosphalte est consacré aux sports mécaniques aériens et terrestres. Plusieurs partenaires y proposent diverses activités : baptêmes d'ULM, formations au pilotage, modélisme, quad, 4x4, circuits auto/moto homologués par la Fédération

Française des Sports Automobiles et la Fédération Française de Moto... D'autres activités et infrastructures verront le jour prochainement : tennis, salles de squash, salle de musculation, soins d'esthétique, sauna, spa, hammam... En termes d'accueil, l'Aérosphalte compte un restaurant « Entre Ciel et Terre » avec 3 formules de restauration : self-service, snack et service à table. Un hôtel de 19 chambres ouvrira bientôt ses portes et de l'hébergement de plein air est également prévu, pour compléter l'offre du site. ■

À VOIR AUSSI : L'AÉROSPHALTE

Sports terrestres - www.circuitslfg.fr
Quad et 4x4 - www.escap-quad77.fr
Sports aériens - www.raidair.com
Modélisme - www.quartzrc.fr
Hôtel et restaurant - www.hotel-du-sauvage.com



CONGRÈS, SÉMINAIRES, ÉVÈNEMENTS AYEZ LE RÉFLEXE SEINE-ET-MARNE !

La CCI Seine-et-Marne et le Comité Départemental du Tourisme ont créé le Club Tourisme d'Affaires « Destination Paris Grand Est », en collaboration avec le Groupement des Professionnels de l'Industrie Hôtelière, Seine-et-Marne Développement, l'Union Départementale des Offices du Tourisme et Syndicats d'Initiative, le Comité Régional du Tourisme de Paris-Île-de-France.

Mutualisant les moyens, ce Club permet d'offrir aux entreprises des prestations adaptées à différents types d'événements. Tous les prestataires seine-et-marnais inscrits dans cette démarche répondent aux exigences d'une charte de qualité. Pour vos manifestations professionnelles, ne cherchez plus : choisissez la proximité et les facilités offertes par la

Seine-et-Marne, à travers le site Internet **www.parisgrandest.fr**.

EN PRATIQUE

CONTACT
Tél. 01 60 39 60 49
Mail info@parisgrandest.fr



CONFÉRENCE LES RELATIONS FOURNISSEURS- DISTRIBUTEURS

Dans le cadre des Rencontres Franciliennes de la Concurrence, la CCI Seine-et-Marne et la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ont accueilli une soixantaine de professionnels, le 6 octobre, à Montereau, pour un débat sur les pratiques anticoncurrentielles et les relations fournisseurs-distributeurs dans les nouvelles dispositions et enjeux de la Loi de Modernisation de l'Économie (LME).

CONTACT CCI SEINE-ET-MARNE
Isabelle Millet **Tél.** 01 64 52 69 36
Mail isabelle.millet@seineetmarne.cci.fr

LE RÉSEAU DES CCI DE PARIS-ÎLE-DE-FRANCE PARTENAIRE D'UBIFRANCE

En présence d'Anne-Marie Idrac, Secrétaire d'État chargée du Commerce Extérieur, la CRCI Paris-Île-de-France, les CCI de Paris, de Versailles Val d'Oise/Yvelines, de l'Essonne et de Seine-et-Marne ont signé à Paris, le 8 septembre dernier, avec UBIFRANCE et l'État, une convention-cadre de partenariat régional visant à porter de 17 000 à près de 20 000 le nombre d'entreprises exportatrices en Île-de-France. Les Chambres s'engagent ainsi à identifier, accompagner et suivre à l'étranger près de 2 500 nouveaux exportateurs potentiels en 3 ans, dans le but de favoriser et consolider leur développement international. La mise en œuvre opérationnelle de ce partenariat comprend la mise en place d'un catalogue de produits et d'un programme d'actions communs ainsi que la promotion des VIE (Volontariat International en Entreprise) en direction des PME.

MOBILISATION POUR ROISSY

À l'occasion d'une conférence de presse, le 3 octobre à Paris, les Présidents des CCI de Paris, Seine-et-Marne et de Versailles Val d'Oise / Yvelines ont rendu public le fruit d'une réflexion commune engagée il y a un an : un rapport comprenant 19 préconisations et 18 initiatives pour le développement économique de Roissy-Plaine de France.
Dossier téléchargeable sur www.seineetmarne.cci.fr.

CONCOURS HÔTELIERS 2008

Organisé durant la Foire d'Automne de Meaux, le Concours Artistique National des Métiers de Bouche du GAT a distingué 2 apprentis de 2^e année CAP Cuisine de l'UTEC Meaux (CCI Seine-et-Marne) : Aminata Sy, 2^e Prix du Challenge Antonin Carême, et Vincent Delableau, 1^{er} Prix Cuisine Amuse-Bouches moins de 20 ans. Lors de la sélection régionale des 40^e Olympiades des Métiers, l'UTEC Avon et l'UTEC Marne-la-Vallée ont remporté, respectivement, un 1^{er} et un 2^e Prix Service en Salle. Rendez-vous à Lille, en février 2009, pour la finale nationale. Félicitations aux lauréats et aux formateurs !

ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF

SALONS

UPACKOVKA (emballage)
27-31 janvier / Moscou
Tél. 01 64 36 32 11
Mail guillaume.vouïoux@seineetmarne.cci.fr

PRODEXPO (alimentaire)
9-13 février / Moscou
Tél. 01 64 36 32 11
Mail guillaume.vouïoux@seineetmarne.cci.fr

AIRCRAFT INTERIORS (aéronautique)
Mars ou avril / Hambourg
Tél. 01 64 36 32 20 / 01 64 36 32 29
Mail martine.gahou@seineetmarne.cci.fr

Mail fabien.borde@seineetmarne.cci.fr

MEDTEC (médical)
22-23 avril / Besançon
Tél. 01 64 36 32 20
Mail martine.gahou@seineetmarne.cci.fr

AEROMART TIANJIN
24-27 avril / Chine
Tél. 01 64 36 32 20 / 01 64 36 32 29
Mail martine.gahou@seineetmarne.cci.fr

Mail fabien.borde@seineetmarne.cci.fr

ATELIERS ET CONFÉRENCES

HYGIÈNE ALIMENTAIRE EN RESTAURATION
26 janvier / Meaux
30 mars / Émerainville
Tél. 01 64 52 69 49
Mail celine.meunier@seineetmarne.cci.fr

DÉCLARATION D'ÉCHANGES DE BIENS
29 janvier / Melun
Tél. 01 64 36 32 65
Mail viviane.guerin@seineetmarne.cci.fr

LOI DE FINANCES 2009

Fin janvier / Meaux et Melun
Tél. 01 64 52 69 36
Mail isabelle.millet@seineetmarne.cci.fr

EMBAUCHE DU PREMIER SALARIÉ
3 février / Melun
Tél. 01 64 52 69 36
Mail isabelle.millet@seineetmarne.cci.fr

DIF : OBLIGATIONS ET OPPORTUNITÉS
11 février / Émerainville
Tél. 01 64 09 27 69
Mail jean-patrice.marchi@seineetmarne.cci.fr

SAVOIR RÉPONDRE À UN APPEL D'OFFRES PUBLIC
12 février / Émerainville
Tél. 01 64 52 69 49
Mail sylvie.nallet@seineetmarne.cci.fr

MAÎTRISER VOS OPÉRATIONS DOUANIÈRES
10 mars / Melun
Tél. 01 64 36 32 65
Mail viviane.guerin@seineetmarne.cci.fr

RESPONSABILITÉ CIVILE ET PÉNALE DU CHEF D'ENTREPRISE : ENVIRONNEMENT ET RISQUES ROUTIERS
Mars / Émerainville
Tél. 01 64 52 69 36
Mail isabelle.millet@seineetmarne.cci.fr

JOURNÉES QUALITÉ-SÉCURITÉ-ENVIRONNEMENT
23 mars-2 avril / Émerainville
Tél. 01 64 52 69 49
Mail sylvie.nallet@seineetmarne.cci.fr

NORME EN 9100 VERSION 2009
23 mars / Émerainville
Tél. 01 64 52 69 49
Mail celine.meunier@seineetmarne.cci.fr

DÉTERMINER LA NOMENCLATURE DE VOS PRODUITS (RITA)
2 avril / Émerainville
Tél. 01 64 36 32 65
Mail viviane.guerin@seineetmarne.cci.fr

INFORMATIONS MÉTIERS/ SALONS

SALON INFO SUP
16-18 janvier / Paris La Villette

SALON DE L'ÉTUDIANT : ALTERNANCE ET APPRENTISSAGE
23-25 janvier / Paris

FORUM ADO
24 janvier / Chelles

CARREFOUR DES MÉTIERS
29-31 janvier / Meaux

JOURNÉES PORTES OUVERTES DE L'UTEC
31 janvier et 28 mars Avon, Marne-la-Vallée, Meaux, Provins

FORUM CAP'AMOA
5-7 février / Lognes Centrex

FORUM DES ÉTUDIANTS
7 février / Sénart

FORUM DES MÉTIERS
14 mars / Sénart

FOIRE AUX FROMAGES ET AUX VINS
3-6 avril / Coulommiers
Tél. 01 60 37 52 31
Mail claire.guieysse@seineetmarne.cci.fr

ZOOMS MÉTIERS

14 janvier

LES MÉTIERS DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ
27 janvier

LES MÉTIERS DU SPORT ET DE L'ANIMATION
3 février

LES MÉTIERS DE L'AUTOMOBILE
10 février

LES MÉTIERS DU TERTIAIRE
27 au 30 avril

LA SEMAINE VERTE
5 mai

LES MÉTIERS SANS DIPLÔMES
Informations
Tél. 01 60 37 52 29
Mail olivia.emery@seineetmarne.cci.fr

5 FÉVRIER / ÉMERAINVILLE

ACTION COLLECTIVE «PC2M-ÎLE-DE-FRANCE»

Permettant de travailler en temps réel sur des données numériques partagées, les plates-formes collaboratives sont mises en avant par tous les principaux clients de l'automobile et de l'aéronautique. Afin d'aider les PME de la mécanique à accéder plus facilement à ces nouveaux outils, le Comité Mécanique Île-de-France met à leur disposition son projet de plate-forme PC2M, dans le cadre d'une action collective régionale qu'il viendra présenter aux côtés du CETIM et de la CCI Seine-et-Marne.

Informations Ludovic Fro
Tél. 01 64 36 32 67
Mail ludovic.fro@seineetmarne.cci.fr
www.pc2m-idf.fr

FIN MARS 2009

CONFÉRENCE INTERNET

L'Internet explose. Sur les 12 derniers mois, le nombre d'internautes en France a encore progressé de 10 % pour atteindre 21,6 millions d'utilisateurs, soit 44 % de la population française. Un énorme marché qu'un grand nombre d'entreprises a déjà investi. Afin de mieux comprendre les enjeux d'Internet pour votre entreprise, la CCI Seine-et-Marne vous invite à participer à une conférence-débat sur le sujet.

Informations Élodie Burlotto
Tél. 01 64 11 80 92
Mail elodie.burlotto@seineetmarne.cci.fr

7 MARS / ÉMERAINVILLE

2^E NUIT DE L'ORIENTATION



Forte de son succès lors de la 1^e édition qui avait rassemblé 1800 visiteurs, la Place des Métiers organise la 2^e «Nuit de l'Orientation». Au programme : ateliers, tables rondes, tests, conseils individualisés, speed-dating métiers, projections vidéos et animations musicales. Initiées par le réseau des CCI, 21 autres «Nuits» auront lieu partout en France, entre la mi-janvier et la mi-mars 2009.

Informations Olivia Émery
Tél. 01 60 37 52 29
Mail olivia.emery@seineetmarne.cci.fr

ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF ENBREF

2 AVRIL / SÉNART

3^E RENCONTRES ANNUELLES AIRE



Après Marne-la-Vallée et Provins, AIRE a choisi d'installer son prochain salon au Carré Sénart. À cette occasion, l'association inter-réseaux des chefs d'entreprise de l'Est francilien convie ses adhérents à venir présenter leur savoir-faire et à découvrir celui des autres entreprises du territoire. Partenaire de cette journée d'échanges, la CCI Seine-et-Marne y exposera ses services et réseaux.

Informations **Tél.** 01 60 23 16 60
Mail aire77@orange.fr

2 AVRIL / ROISSY

SOIRÉE PLATO ROISSY

Lancé en mars 2007 par les CCI de Versailles Val d'Oise-Yvelines, Seine-et-Marne et Paris, le programme PLATO Roissy va fêter son 2^e anniversaire. L'occasion pour les 60 PME/PMI participantes de faire un bilan de leurs partages d'expériences avec leurs «coachs». Pour ce faire, elles invitent partenaires et acteurs économiques du territoire à une grande manifestation.

Informations Isabelle Lemaire
Tél. 01 74 37 26 24
Mail ilemaire@versailles.cci.fr

2009 / MELUN-LA ROCHETTE

BILANS DE COMPÉTENCES ET VAE

En partenariat avec les centres de bilan et les centres certificateurs VAE, la Maison de l'Emploi Melun-Val de Seine met en place, pour les salariés, des réunions d'informations sur les dispositifs Bilans de Compétences et Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) :

De 14 h à 15 h 30 : Mercredi 14 janvier, mercredi 11 mars, mercredi 13 mai, mercredi 8 juillet / De 18 h à 19 h 30 : Jeudi 12 février, jeudi 9 avril, jeudi 18 juin

Informations et inscription
Tél. 01 64 19 01 01

Chefs d'entreprise, salariés, **trouvez la formation qui vous convient**



Inclus
formations
éligibles
au DIF

Grâce à la **nouvelle brochure formation continue** éditée par la CCI Seine-et-Marne, vous avez désormais accès en un coup d'œil à l'ensemble des stages proposés, domaine par domaine.

Contactez-nous pour en savoir plus : formation.continue@seineetmarne.cci.fr

 **N°Azur 0 810 812 831**



CCI Seine-et-Marne
Chambre de Commerce et d'Industrie